

PROCÈS DE L'AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Ghoul sera-t-il entendu ?

Si la date du procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest est définitivement fixée au 25 mars prochain, il n'en demeure pas moins que la principale question qui se pose est celle de savoir si l'ex-ministre des Travaux publics M. Amar Ghoul sera présent à l'audience comme témoin. La problématique risque d'être au centre d'une polémique entre la défense, la présidence du tribunal criminel et l'accusation.

Abder Bettache - Alger - (Le Soir) - Les observateurs de la question judiciaire s'interrogent «si le président de la chambre criminelle en charge du dossier donnera suite à la demande de la défense si cette dernière vient à introduire une requête pour "auditer" en sa qualité de témoin lors dudit procès de l'ex-ministre des Travaux publics».

Ainsi, si certains avocats considèrent que «l'audition d'Amar Ghoul dans cette affaire n'apportera aucun élément nouveau du fait qu'il avait déjà répondu aux questionnaires qu'ils lui ont été adressés lors de l'instruction, alors que d'autres à l'image des défenseurs du principal mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence M. Chani Medjdoub, n'écarteront pas cette hypothèse».

C'est cette problématique qui sera éventuellement au centre d'une polémique entre les différentes parties concernées par ce procès. Le débat est désormais lancé. A moins de deux mois de la

tenue du procès, tous les commentaires sont, désormais, permis et toutes les spéculations sont admises. Pour rappel, dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, 23 personnes et des compagnies étrangères (Chine, Suisse, Japon, Portugal, Canada), sont poursuivies, selon l'arrêt de renvoi pour «association de malfaiteurs, abus de pouvoir, corruption, blanchiment d'argent et dilapidation de deniers publics».

Il est important de rappeler que les pourvois en cassation introduits par les différentes parties font suite au verdict de la chambre d'accusation près la cour d'Alger. Le verdict de cette dernière datant de novembre 2011 avait contraint tant la défense que l'accusation à se pourvoir devant la Cour suprême.

Ainsi, outre le renvoi du dossier devant le tribunal criminel, l'instance judiciaire (chambre d'accusation) a signifié une fin de non-recevoir aux demandes formulées par la défense, concernant la levée du

contrôle judiciaire et la liberté provisoire pour les mis en cause.

La chambre d'accusation avait également inculpé cinq sociétés étrangères, deux suisses, une portugaise, une italienne et une canadienne, de «trafic d'influence et corruption», et les a disculpées du grief «d'association de malfaiteurs».

Les mêmes chefs d'inculpation ont été retenus également contre la société japonaise Cojaal et la société chinoise Citic-CRCC. Selon le code de procédure pénale, les sociétés susnommées seront jugées en correctionnelle. Cette affaire, faut-il le préciser, se distingue du fait qu'elle concerne le chantier le plus cher du continent africain. Il s'agit de la réalisation de 927 km de l'autoroute Est-Ouest en 40 mois pour un coût de 11,4 milliards de dollars, qui est devenu subitement le plus grand scandale de corruption en Algérie.

Le scandale faut-il le rappeler, avait éclaté dès 2009, lorsque la justice avait été saisie d'un dossier du dénommé Chani Medjdoub, travaillant pour le consortium chinois Citic-CRCC, alors engagé dans la construction de l'autoroute Est-Ouest. Le projet de l'autoroute Est-Ouest s'étire sur 1 200 km pour relier la frontière tunisienne à



Amar Ghoul.

Photo : DR

la frontière marocaine. Le montant du projet de 11,4 milliards de dollars classe ce contrat parmi les trois plus importants marchés signés en Afrique. Ces accusés, dont certains représentent des entreprises étrangères incriminées sous-traitantes avec le groupe Citic-CRCC, doivent répondre de plusieurs chefs d'inculpation : association de malfaiteurs, trafic d'influence, corruption et blanchiment d'argent. Mais à l'évidence,

la plupart des mis en cause interpellés ne seraient que des «seconds couteaux», voire des relais secondaires dans une présumée chaîne de corruption qui impliquerait d'autres acteurs plus «connus» ou plus «importants». Il convient de préciser que le ministre des Travaux publics en charge du projet à l'époque, Amar Ghoul, a été entendu par la justice comme témoin.

A. B.

DÉNONÇANT LA CABALE DONT IL EST L'OBJET

Soutien des fils de chahid de la Soummam à Saïd Sadi

L'ex-président du RCD continue de susciter le soutien pas que de simples citoyens, qui, au demeurant, sont nombreux à avoir déjà souscrit à une pétition lancée par le président d'honneur de la ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, Ali Yahia Abdenmour.

En effet, des entités associatives se sont mises depuis peu de la partie dont la dernière en date est le Collectif des enfants de chahid de la Soummam.

Dans une lettre signée de Rabei Tahar, ce collectif annonce la coulour au tout début en assimilant les attaques contre le docteur Sadi à une «campagne de haine et de dénigrement» orchestrée, selon eux, par «les rentiers du système, les fossoyeurs de l'Histoire, les nostalgiques du culte de la personnalité». Et pour quelles raisons ? «Pour avoir dit des vérités sur la personnalité de Messali Hadj, qui a trahi les idéaux du peuple algérien en menant un combat acharné contre le FLN et l'ALN au prix de milliers de morts en Algérie (par l'entremise



Saïd Sadi.

Photo : DR

de son sinistre «général» Belounis et son autre suppôt, Kobus en Wilaya IV) et en France par des commandos protégés par la police française».

Pour avoir rapporté ce que tout le monde peut lire dans le livre de Fathi Dib, publié par le ministère de la Culture, sur Ben Bella qui

«n'a pas arrêté de renseigner par des fiches régulières les services spéciaux égyptiens de 1954 jusqu'à 1963 contre tous les responsables de la révolution; Ben Bella qui n'a pas hésité après l'indépendance d'ordonner l'exécution du colonel Chahani, sans compter les circonstances troubles qui entourent l'assassinat de Khemisti, les emprisonnements de Boudiaf et d'Aït Ahmed qui a été condamné à mort. Parce qu'ayant évoqué Ali Kafi qui a «accusé Abane Ramdane, architecte de la révolution, de trahison dans l'indifférence de toutes les instances chargées de protéger la mémoire des martyrs et qui a déversé sa haine contre Krim Belkacem et le colonel Amirouche dans son livre». Regrettant que cette campagne soit assumée par la justice exprimant, ainsi, «le sectarisme anti-kabyle des rentiers de l'Histoire», les enfants de chahid de la vallée de la Soummam relèvent l'absence de réaction des responsables de l'Onec et de l'ONM, censés, selon eux, «défendre les véritables symboles de la révolution; une ONM, qui a aussi fermé les yeux lors de la débaptisation de l'aéroport de Tlemcen-

Zenata pour le remplacer par le nom du premier traître de la révolution, Messali Hadj, financé et armé par le colonialisme français pour combattre l'ALN et le FLN du début à la fin de la guerre de Libération». Ils interpellent Saïd Bouhadja, «beaucoup mieux placé», pour parler de l'actuel FLN, celui de Saâdani beaucoup plus occupé à gérer des intérêts personnels que de protéger le patriotisme des vrais héros de la guerre; un Saâdani qui ne rate aucune occasion pour écarter les authentiques moudjahidine de souche, de cœur et de combat». Et surtout pour qu'il divulgue «les résultats du dossier des harkis et des pieds-noirs dont il a été chargé».

Les fils de martyr de la Soummam réitérent leurs «encouragements» et leur «soutien total» au docteur Saïd Sadi, «dans le travail de recherche de vérité historique qu'il mène pour redonner à l'Algérie sa fierté et sa dignité», et ce, au nom du «devoir de mémoire et de vérité sur la guerre de Libération de l'Algérie, afin que cesse toute volonté de falsification de la révolution».

M. K.

TENUE DU FORUM CRANS MONTANA DANS LA VILLE OCCUPÉE DE DAKHLA

Le MAE sahraoui dénonce une violation du droit international

«L'organisation du Forum de Crans Montana à Dakhla, la ville sahraouie occupée, est une violation du droit international et le Maroc tente, par cette démarche, de légitimer son occupation devant l'opinion internationale». C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des Affaires étrangères sahraoui, Mohamed Salem Ould Sadek, à Alger.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'organisation internationale suisse Crans Montana a décidé de tenir un forum en mars prochain dans la ville sahraouie occupée, Dakhla.

«Pourquoi organiser ce Forum à Dakhla et non pas dans un autre pays africain ou au Maroc ?» s'est interrogé Mohamed Ould Sadek, ministre des Affaires étrangères

sahraoui qui s'exprimait hier lors d'une conférence de presse à Alger. Selon lui, «C'est une manœuvre du Maroc qui essaie de légitimer son occupation et qui, à travers la conclusion d'accords avec des sociétés étrangères pour l'exploitation de nos ressources naturelles, veut amener l'opinion internationale à accepter le fait accompli». Cette démarche, pour-

suit-il, est une manière d'induire l'opinion internationale en erreur. Mais «cela ne va pas passer» lance d'un ton ferme le diplomate qui a souligné que l'un des membres de Crans Montana est d'origine marocaine qui réside à Monaco.

Le MAE sahraoui estime aussi que ceci est une violation de la décision de l'Union africaine dont les 53 Etats, réunis samedi dernier lors du sommet de Addis-Abeba, ont appelé les Etats membres et toutes les organisations à boycotter le Forum de Crans Montana. L'Union africaine a ainsi lancé un appel à l'Organisation internatio-

nale suisse Crans Montana et à toutes les autres organisations d'annuler la réunion prévue dans la ville occupée de Dakhla qui constitue «une grave violation du droit international».

Selon l'UA, «l'organisation de toute conférence internationale dans les circonstances actuelles au Sahara occidental est en contradiction avec les efforts fournis par la communauté internationale pour résoudre le conflit du Sahara occidental et ne peut engendrer qu'un climat de confrontation sur ce territoire». Le MAE sahraoui a indiqué que l'UA a décidé d'organiser des activités de

solidarité avec le peuple sahraoui dans les territoires sahraouis libérés. Mohamed Ouled Salem a appelé, par ailleurs, le Conseil de sécurité des Nations unies «à assumer ses responsabilités et de tenir ses engagements pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination».

«La mission de la Minurso a été mandatée au Sahara occidental pour un seul objectif soit, à organiser un référendum d'autodétermination, qu'est-ce qu'elle attend pour exécuter la mission dont elle a été chargée?», s'est interrogé le conférencier.

S. A.